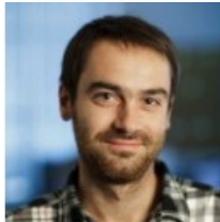


Challenge^s

Londres est-elle toujours aussi "business-friendly" ?

Créé le 01-08-2012 à 20h34 - Mis à jour le 02-08-2012 à 17h39



Par Jérôme Lefilliâtre

DEBAT

Installés en Angleterre depuis plusieurs années, deux entrepreneurs français, Loïc Féry et Arnaud Vaissié, confrontent leur expérience des affaires dans la capitale britannique, à l'occasion des JO.



(Photo David Ryle / Mood Board / Rex Features-SIPA)

Propos recueillis par notre envoyé spécial à Londres

PDG d'[International SOS](#), [Arnaud Vaissié](#) préside la chambre de commerce française en Grande-Bretagne, et a fondé le Cercle d'outre-Manche, un think

tank comparant la compétitivité des deux côtés de la Manche. Connue en France pour diriger le club de football professionnel de Lorient, [Loïc Féry](#) est CEO du fonds [Chenavari](#), installé au coin de Hyde Park.

Lors d'une conférence d'investisseurs avant l'ouverture des Jeux de Londres, le chef du gouvernement britannique David Cameron a affirmé que "le Royaume-Uni était de nouveau ouvert au business". Ca se traduit comment politiquement?

Arnaud Vaissié : Ce n'est pas vraiment que, avec [Cameron](#), le [Royaume-Uni](#) est de nouveau ouvert au business. C'est qu'il l'est encore plus. [Tony Blair](#) et [Gordon Brown](#) (*les deux Premiers ministres précédents, travaillistes, ndlr*) étaient pro-business, comme le pays l'est depuis [Margaret Thatcher](#). Tout ici est pensé à travers le business. Il y a la volonté politique d'amener l'argent dans le pays. Le gouvernement est obsédé par la création d'emplois, et il pense que ça passera seulement par l'aide aux entreprises. Les charges sociales sont de l'ordre de 20%, contre 50% en France.

L'impôt sur les sociétés a été ramené de 25 à 22% par David Cameron, qui fait donc l'inverse du gouvernement français. Les plus-values ne sont pas taxées, et l'investissement dans les PME est déduit jusqu'à un million de livres de vos impôts. La seule faiblesse est au niveau des banques. Elles sont en beaucoup plus mauvais état que les françaises, et plus restrictives en matière de crédit.

Loïc Féry : C'est vrai, le taux d'imposition des entreprises est plus faible et l'investissement est encouragé. Mais pour moi, l'avantage, c'est surtout le coût du travail: 112 euros à Londres, contre 155 à Paris pour le même salaire de 100. Et puis la partie administrative est très simple en Angleterre. Il est facile de faire des fiches de paie, il n'y a pas 25 taxes à payer, tout est fait par internet. Une autre chose, c'est qu'on a une abondance de talents, du fait du cosmopolitisme de Londres.

A force d'être tourné vers les entreprises, on oublie peut-être les salariés. On voit ici beaucoup d'emplois précaires et sans qualification...

AV. Sans qualification, oui. En Angleterre, à la caisse du supermarché, il y a quelqu'un pour vous remplir les sacs. Mais pas précaires. Les gens sont embauchés en CDI, parce que les entreprises peuvent débaucher facilement, sans avoir à verser des indemnités énormes. Résultat, le taux d'emploi est beaucoup plus élevé qu'en France.

LF. Dans la culture anglo-saxonne, le rapport au travail est très différent. Les salariés veulent montrer qu'ils sont compétitifs. Ils sont dans un état d'esprit où ils doivent justifier d'avoir été embauchés.

Quel est le climat économique au Royaume-Uni?

AV. Franchement, dans le Grand Londres, on ne sent pas la crise. C'est le reste de l'Angleterre qui souffre.

LF. Le décalage entre Londres et le pays est énorme. J'ai rencontré cette semaine des promoteurs immobiliers de luxe, qui ont vendu 67 des 77

appartements qu'ils commercialisent dans un quartier chic de Londres à une moyenne de 40.000 euros le m²... Mais c'est la même chose entre Paris et Lorient, je pense. Dans les secteurs de grande consommation, il y a beaucoup de faillites. Les gens épargnent plus.

David Cameron a déclaré récemment qu'il allait "dérouler le tapis rouge" aux entrepreneurs français voulant fuir l'alourdissement de la fiscalité annoncé. Avez-vous déjà constaté un exode hexagonal?

AV. D'abord, il faut bien comprendre que le "tapis rouge" de Cameron, ce n'est pas une provocation, c'est une stratégie. Il est comme un VRP qui cherche à vendre son pays. Pour répondre à votre question, on a constaté un retour au pays des cadres français travaillant dans la banque ou la finance, à cause des restrictions sur ces secteurs ces dernières années. Mais à part eux, les Français continuent de migrer vers le Grand Londres, en particulier des jeunes. Ca va du non-qualifié au super-diplômé, qui ont tous en commun de vouloir apprendre l'anglais – on est très en retard dans ce domaine, c'est une honte et un gros handicap pour notre compétitivité. Les migrations, on les mesure très bien avec la pression sur les écoles. J'ai ouvert l'an dernier, en partenariat public-privé, un collège bilingue, à Londres, de 700 élèves. Pour la rentrée à venir, on a dû refuser 500 demandes! Je prévois d'en ouvrir un autre, pour 1.000 élèves.

LF. Je n'ai pas assisté à un afflux massif de Français ces derniers mois. Il faut quand même relativiser la caricature selon laquelle Londres est super attractive. La tranche d'imposition marginale pour les particuliers va être ramenée à 45% l'an prochain (*puis à 40% en 2014, ndlr*). C'est une imposition relativement élevée, surtout qu'il n'y a pas plein d'abattements comme en France, ni de couverture sociale ni de retraite. L'éducation et le logement coûtent toujours plus cher, et le ticket de métro est à plus de 4 pounds (5 euros)! Pour le même travail, un cadre gagnera peut-être 100.000 livres ici, contre 100.000 euros à Paris, mais s'il est marié et a deux enfants, il paiera plus d'impôts.

En plus, regardez, on est le 1er août, il fait 12°C (*plutôt 19-20, en réalité, ndlr*) et le ciel est gris. On n'insiste pas assez en France sur la qualité de vie que le pays peut offrir – ça paraît insignifiant, mais je vous assure que ça ne l'est pas. Et l'éducation est un autre point fort en France. Vous n'imaginez pas le nombre de Français qui travaillent à la City. Je préside l'[association des anciens HEC](#) ici: 20% de certaines promotions sont à Londres, presque tous dans la finance. Nos grandes écoles ont la cote. Quand on voit tout ça, on se dit que Paris pourrait être la première place financière européenne. C'est un secteur très pourvoyeur de croissance. Nicolas Sarkozy aurait pu tenter ce pari en 2008, au moment où les choses bougeaient et où Londres pouvait être supplantée. Mais les banquiers et les financiers sont les méchants...

D'ici, comment jugez-vous les 75% de François Hollande?

AV. C'est un paradoxe absolu de dire qu'il faut croire à l'Europe et à la mobilité des hommes, et d'instaurer en même temps des taux d'imposition totalement divergents sur le continent, et donc prohibitifs. Cette annonce a refroidi beaucoup d'expatriés, qui ne veulent plus rentrer, ou de cadres

britanniques, qui ont été dissuadés d'aller s'établir en France.

LF. Mon projet, c'est de revenir en France. Surtout si l'on décide de faire de Paris la première place financière d'Europe. Mais c'est incompatible avec les 75%. Je suis fils d'enseignants, je suis d'accord pour payer beaucoup d'impôts: 50%, ça me paraît juste. Si on va au-delà, il faut se demander si c'est vraiment dans l'intérêt de l'Etat.